

• Les Français sont-ils prêts à porter la voix des Européens ?

Par Elvire Fabry et Gaétane Ricard-Nihoul

23/05/2008 ||



La directrice Europe de la Fondation pour l'innovation politique et la secrétaire générale de Notre Europe relayent le message de treize think-tanks européens qui adressent leurs recommandations aux trois prochaines présidences de l'Union.

En juillet prochain, la France prend la présidence de l'Union européenne pour six mois. Il est tentant pour chaque État membre de déclarer que sa présidence intervient à un moment clé de la construction européenne. Il est moins aisés de présenter un agenda ambitieux sur une période aussi courte et de s'y tenir.

La France est-t-elle prête, alors, à s'appuyer sur le levier que constitue aujourd'hui le trio de trois présidences successives de l'Union pour donner de l'ampleur à sa présidence ? Cette coordination de trois présidences sur dix-huit mois n'est plus une option. Elle est appelée à s'institutionnaliser : si le traité de Lisbonne est ratifié, il mettra en place une présidence stable du Conseil européen et renforcera le rôle du trio à la tête du Conseil des ministres sectoriels pour assurer une plus grande continuité dans l'action de cette institution. Les Français sont ainsi appelés à collaborer étroitement avec les Tchèques et les Suédois qui assureront les deux présidences suivantes.

Treize think-tanks européens se mobilisent aujourd'hui pour la première fois pour exhorter les trois gouvernements à travailler ensemble. Ce message est d'autant plus fermement adressé que nous entrons dans une nouvelle phase de la construction européenne qui exige de lever le nez des discussions internes et des ajustements sectoriels de l'Union pour faire face à de nouveaux défis externes.

Un regard sur l'actualité européenne montre à quel point les enjeux de court terme, où s'entremêlent défis internes et externes, sont de tailles. Tout d'abord, s'il est ratifié, la mise en œuvre du traité de Lisbonne peut donner lieu à des applications très variables selon la volonté politique engagée. Simultanément, alors qu'auront lieu, en 2009, la campagne des élections européennes et le renouvellement de la Commission, les Européens seront appelés à préparer la révision des politiques de l'Union et la réforme du budget post-2013. Par ailleurs, alors que la stratégie pour la croissance et l'emploi (stratégie de Lisbonne) arrivera à échéance en 2010 et le protocole de Kyoto sur le changement climatique en 2012, une stratégie doit être mise en place pour que les objectifs ambitieux de réduction des gaz à effet de serre de l'Union ne portent pas atteinte à la compétitivité des entreprises européennes, mais puissent au contraire la renforcer.

Les nouveaux défis globaux qui émergent sur la scène internationale (nouvelles puissances économiques, menaces sécuritaires diffuses, pressions migratoires, concurrence sur les ressources énergétiques, changement climatique...) exigent des réponses claires et engagées là où l'action européenne permet de mieux relever ces défis que l'action isolée de chaque État membre.

Think Global Act European (penser le monde faire l'Europe) est ainsi à la fois le nom de ce groupe de think-tanks et le deuxième plaidoyer qu'ils adressent au prochain trio de présidences. Après une première phase de construction interne et d'extension de son modèle par la voie de l'élargissement, il s'agit maintenant de passer à une phase de consolidation des politiques existantes, de lancement d'initiatives capables de créer de nouvelles solidarités européennes et de projection sur la scène internationale, à travers la définition d'un projet d'ensemble mobilisateur qui trace une voie pour l'Union européenne dans la mondialisation.

Il s'agit d'abord de revisiter et de renforcer ce qui semble acquis mais dont on ne tire pas le meilleur parti (en particulier, le marché unique, l'Union économique et monétaire et la politique agricole commune). Simultanément, l'heure est venue d'initier de nouvelles solidarités européennes face aux défis colossaux que constituent le changement climatique, l'approvisionnement énergétique et la gestion de l'immigration, et de se donner le moyen d'agir par le biais d'un budget européen ambitieux. Mais ces initiatives ne parviendront pas à mobiliser les citoyens si le projet européen ne repose pas sur des bases démocratiques plus solides. Enfin, les objectifs internes et externes doivent être cohérents et coordonnés pour permettre de projeter la force normative de l'Union à l'extérieur de ses frontières et d'accroître son influence sur la scène internationale.

Sur chacun de ces points, des options différentes sont possibles et ont fait l'objet de recommandations précises de la part des think-tanks. La France, qui amorcera le travail du nouveau trio présidentiel, gagnera en force de conviction si elle prête attention à cette diversité de points de vue. Le succès de sa présidence se mesurera avant tout au degré d'écoute qu'elle saura accorder à ses partenaires européens et à son talent de facilitateur des décisions. Elle doit, pendant six mois, porter la voix des 27 États membres. Une grande responsabilité et un formidable exercice d'humilité.